

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/IFSC/W/7/Add.1
1^{er} mai 2002

(02-2483)

Comité directeur du Cadre intégré

RAPPORT FINANCIER SUR LE FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE POUR LE CADRE INTÉGRÉ

Rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD):
mars 2001-février 2002

Addendum

A. APERÇU

1. Le Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré, ci-après dénommé aussi "le Fonds d'affectation spéciale" ou "le Fonds", a été établi conformément au règlement financier du PNUD pour assurer la collecte et l'administration de fonds et mobiliser des ressources supplémentaires en vue de renforcer les activités du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés. Le Cadre vise à faciliter l'intégration du commerce dans les stratégies de développement des PMA en encourageant ces pays à adopter des politiques commerciales concourant à la réduction de la pauvreté; il vise aussi à accélérer l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral et dans l'économie mondiale et à renforcer les capacités nationales.

2. Depuis sa création en février 2001, le Fonds d'affectation spéciale sert de point central pour le versement des contributions au Cadre intégré. Des donateurs, bilatéraux et multilatéraux, ont annoncé des contributions à deux guichets fonctionnant simultanément: le guichet I, qui est un fonds général auquel sont versées les contributions non réservées à des fins spécifiques, devant servir aux études diagnostiques et à l'intégration du commerce, et le guichet II, qui reçoit les contributions affectées à des programmes spécifiques et clairement définis de renforcement des capacités.

a) Utilisation du Fonds d'affectation spéciale

3. Lors de la mise en œuvre du programme pilote, le Comité directeur a approuvé la recommandation formulée par le Groupe de travail interorganisations concernant la désignation d'un ou plusieurs agents d'exécution pour chaque activité financée dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale. Pendant la période considérée, le Comité directeur a pris des décisions au sujet du financement de projets permettant d'atteindre les objectifs du Cadre intégré. Les projets et leur budget respectif sont présentés en détail dans les descriptifs de projet.

4. Conformément aux décisions et aux directives du Conseil d'administration du PNUD, les coûts des services d'appui fournis par l'Agent d'exécution et les frais d'administration du Fonds sont à la charge de ce dernier. Comme convenu, les frais susmentionnés n'ont pas dépassé la limite de 13 pour cent. En moyenne, le total des frais d'administration relatifs au programme pilote a représenté de 9 à 10 pour cent des dépenses totales liées aux projets.

b) Administration du Fonds d'affectation spéciale

5. Le Fonds d'affectation spéciale a été administré par le PNUD conformément aux règlements applicables du PNUD. La gestion des projets et les dépenses liées aux projets sont toutes régies par les règlements et les directives du PNUD et, le cas échéant, par les règlements et les directives de l'Agent d'exécution désigné.

6. En gérant le Fonds, le PNUD a respecté la règle selon laquelle le montant total des fonds affectés aux projets et des paiements estimatifs au titre des services d'appui ne doit pas dépasser le montant total des ressources dont dispose le Fonds.

7. Le rapport financier vérifié sur les dépenses effectuées en 2001 sera présenté aux donateurs au cours de cette année. Le PNUD collabore avec tous les agents d'exécution dans ce domaine.

8. Le Fonds d'affectation spéciale a été administré comme prévu. Les contributions annoncées ont été versées avec des retards considérables, pour diverses raisons. Ces retards risquent de nuire à la bonne mise en œuvre des activités liées aux projets du Cadre intégré. Les institutions qui coopèrent à l'exécution des projets du Cadre intégré ont conclu des arrangements souples et adaptables avec le gestionnaire du Fonds pour faciliter la mise en œuvre rapide des activités après la signature des descriptifs de projet.

B. SITUATION FINANCIÈRE AU COURS DE LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE

9. Le présent rapport financier porte sur la période allant de mars 2001 à février 2002 et donne des renseignements financiers sur les contributions au guichet I (intégration) et au guichet II (renforcement des capacités) et sur les projets approuvés par le Comité directeur pendant la même période. De plus, il rend compte des progrès accomplis dans le versement au Cadre intégré des contributions annoncées par les donateurs et des principales difficultés rencontrées.

10. L'expression "transfert ou versement de fonds" utilisée dans le présent rapport s'entend de la confirmation du dépôt de fonds sur le compte en banque du Fonds. Le rapport indique aussi le délai entre l'approbation du projet par le Comité directeur et la signature du descriptif de projet correspondant par le gestionnaire du Fonds. Cette signature donne aux agents d'exécution l'autorisation officielle d'engager les dépenses liées aux projets.

11. Les différents donateurs ont mis en œuvre des mécanismes différents pour transférer au Fonds les ressources correspondant aux contributions annoncées. Certains donateurs ont choisi de recourir aux mémorandums d'accord avec le PNUD alors que d'autres utilisent une simple lettre de transfert. D'autres donateurs continuent de suivre leurs propres procédures de versement assorties de conditions, dont la plus courante est la date limite, ce qui contraint le gestionnaire du Fonds à créer un fonds d'affectation spéciale subsidiaire. L'adjonction de conditions tend à compliquer l'administration du Fonds, en créant, par exemple, des obligations distinctes en matière de communications de renseignements pour les fonds d'affectation spéciale subsidiaires.

12. Le total des annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale représente 9,2 millions de dollars EU, soit une augmentation de près de 50 pour cent par rapport à octobre 2001. Ces annonces de contributions ont été faites par 16 donateurs bilatéraux ou multilatéraux au total, comme l'indique le tableau 1 (Annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale). Depuis l'établissement du Fonds l'année dernière, onze des 16 donateurs participants ont transféré tout ou partie des contributions annoncées. Les donateurs s'emploient à respecter leurs engagements en transférant ou en versant des fonds sur le compte en banque du Fonds.

13. Sur les 4,0 millions de dollars¹ versés à ce jour, 3,2 millions au total (soit 80 pour cent de l'ensemble des versements) l'ont été en 2001. Neuf donateurs au total (Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) sont à l'origine des versements effectués en 2001, comme l'indique le tableau 2. Les donateurs se sont déjà engagés à verser 5,0 millions de dollars supplémentaires en 2002 et 987 680 dollars en 2003 (voir le tableau 2: Versements).

14. Au 28 février 2002, la Belgique et la Banque mondiale avaient transféré la première tranche de leur contribution au Fonds d'affectation spéciale. La Banque mondiale doit normalement verser une deuxième tranche similaire au cours de cette année alors que la contribution de la Belgique sera versée en 2003. Deux donateurs (le PNUD et la Banque mondiale) se sont d'ores et déjà engagés à verser, en 2003, de nouvelles contributions qui s'élèveront à 600 000 dollars EU.

15. Les chiffres indicatifs concernant les transferts pour 2002 comprennent des contributions de 3,3 millions de dollars de la Suisse, du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'UE, du PNUD et de la Banque mondiale au guichet I et des contributions de 2,1 millions de dollars de la Belgique, de l'Italie et du Japon au guichet II. Les contributions de la Belgique et de l'Italie ont été réservées à des fins spécifiques sans être destinées à un pays particulier.

16. Le gestionnaire du Fonds met la dernière main aux documents portant sur le transfert des contributions annoncées par les États-Unis, l'UE et le Royaume-Uni (deuxième contribution au Cadre intégré). Ces versements ne sont pas pris en compte dans la description de la situation de trésorerie pour la période considérée.

C. ANALYSE DE L'UTILISATION DES RESSOURCES

17. Les ressources affectées pendant la période considérée ont permis de commencer les travaux pour les trois études pilotes au Cambodge (août 2001), en Mauritanie et à Madagascar (études approuvées en juillet 2001), dont le coût est de 300 000 dollars EU chacune.

18. Le Comité directeur a approuvé le financement par le Fonds d'affectation spéciale de cinq projets de l'ancien programme du Cadre intégré. Ces projets, dont le budget total s'élève à 1,5 million de dollars (soit 300 000 dollars pour chaque projet), concernent le Bangladesh, la Gambie, Haïti, l'Ouganda et la Tanzanie. Les descriptifs de projets ayant été signés, la mise en œuvre a commencé et le CCI, Agent d'exécution, a engagé des travaux dans ces pays.

19. Compte tenu de l'expérience acquise avec le premier groupe de pays pilotes, il a été décidé d'étendre le Cadre intégré à un deuxième groupe de PMA² recommandés à cette fin, sur la base des critères convenus.³ Le PNUD et la Banque mondiale ont établi un descriptif de projet régional visant à faire bénéficier du Cadre intégré quatre PMA (Lesotho, Malawi, Sénégal et Yémen), le budget prévu étant de 1,2 million de dollars. Le cinquième pays, le Mali, fait encore l'objet d'un examen effectué en collaboration avec USAID, qui a dit souhaiter apporter une aide à ce pays. Le budget total approuvé du projet régional pour les cinq pays sera de 1,5 million de dollars.

20. Le Groupe de travail interorganisations examinera bientôt le projet de renforcement des capacités concernant le Cambodge, qui doit être financé par une contribution du Japon au guichet II et dont le coût est de 500 000 dollars. Ce projet sera probablement approuvé en mars 2002.

¹ 2001: 3 236 382,58 dollars; 2002: 827 320 dollars (versés par la Belgique et la Banque mondiale).

² Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Lesotho, Malawi, Mali, Népal, Sénégal et Yémen.

³ Les critères convenus figurent dans le document de l'OMC WT/IFSC/W/9.

21. Fin février 2002, le coût de l'ensemble des projets approuvés (pour les guichets I et II) représentait 3,9 millions de dollars⁴ alors que le total des versements effectués était de 4,0 millions de dollars. Le compte en banque du Fonds d'affectation spéciale affichait donc un léger excédent de 0,1 million de dollars (voir le tableau 3: Situation de trésorerie escomptée sans le projet concernant le Cambodge).

22. L'analyse de la situation de trésorerie indique que le solde du Fonds ne permet pas d'atteindre l'objectif de onze MA d'ici à la fin de l'année. Le PNUD suit l'affaire avec les donateurs qui ont annoncé des contributions afin d'accélérer le transfert de ressources au Fonds d'affectation spéciale.

23. Le programme pilote révèle que 85 pour cent environ du coût des études diagnostiques sont imputables aux honoraires d'experts internationaux et aux frais de missions. Le coût des activités nationales, notamment le recours au service d'experts nationaux, est relativement faible (voir le tableau ci-après).

Répartition des coûts du programme pilote pour le Cadre intégré		
Poste	Dépenses (dollars)	Pourcentage du total
Honoraires d'experts internationaux	480 001	65%
Frais de missions	146 300	20%
Honoraires d'experts nationaux	21 400	3%
Atelier et impression	21 600	3%
Frais administratifs	66 930	9%
Total	736 231	100%

Source: Banque mondiale, rapports intérimaires sur l'exécution des projets en 2001, programme pilote pour le Cadre intégré (Cambodge, Madagascar et Mauritanie), janvier 2002.

D. QUESTIONS SOULEVÉES

a) Conditions fixées par les donateurs

24. Eu égard à l'esprit du Cadre intégré, les donateurs devraient éviter d'imposer des conditions et de réserver les ressources fournies au Fonds d'affectation spéciale à des fins spécifiques mais plusieurs donateurs continuent d'adopter cette approche, ce qui complique considérablement l'administration globale du Fonds. Lorsque des donateurs fixent des conditions dans un mémorandum d'accord, le PNUD est contraint de créer et de gérer un fonds d'affectation spéciale subsidiaire distinct pour leur contribution, ce qui crée des obligations distinctes en matière de communication de renseignements. Cette situation crée des problèmes quand il s'agit d'évaluer l'adéquation des contributions des donateurs et de les regrouper, en dehors du Fonds commun, afin de mobiliser des ressources nécessaires au financement des projets approuvés.

25. La fixation d'échéances ou de dates limites pour les contributions au Cadre intégré est un problème majeur pour l'administration du Fonds d'affectation spéciale. Cette condition rend difficile la gestion des fonds lorsque les activités liées à un projet sont retardées ou reprogrammées à cause de l'instabilité politique ou sociale d'un pays bénéficiaire. Dans ce cas, le Fonds d'affectation spéciale a besoin de souplesse pour pouvoir reconduire les soldes non dépensés avec le moins de restrictions possible de la part des donateurs.

⁴ Phase pilote: trois pays; ancien Cadre intégré: cinq pays, et prochain Cycle: cinq pays.

b) Contributions réservées à des fins spécifiques au guichet II

26. Les contributions au guichet II deviennent de plus en plus indispensables, surtout au moment où les pays achèvent leurs études diagnostiques et ont défini leurs priorités en matière d'assistance technique. Il est nécessaire d'agir rapidement pour tirer parti de la dynamique créée par les études diagnostiques. Cependant, il est déconseillé de réserver les ressources à des pays donnés car cela rend la tâche plus complexe et nuit à la bonne répartition des ressources du Fonds entre les pays et les projets.

27. Étant donné l'importance des activités consécutives de renforcement des capacités des pays bénéficiaires, le suivi de ces activités devient, dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale, une activité importante et utile. À cet égard, le Groupe de travail interorganisations encourage les donateurs à verser des contributions au guichet II dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale. Il a fait preuve de souplesse en ce qui concerne les contributions réservées au guichet II.

c) Traitement des fonds affectés à des pays au titre du Cadre intégré et non dépensés

28. L'expérience acquise avec les pays pilotes indique qu'il est peu probable que certains pays utilisent la totalité du montant (300 000 dollars) affecté aux études diagnostiques. Il est nécessaire que le Comité directeur indique la voie à suivre à cet égard.

TABLEAU 1 – ANNONCES DE CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE CADRE INTÉGRÉ
(28 février 2002)

Donateur	Montant annoncé
Belgique*	30 000 000 francs belges (environ 715 000 dollars)
Canada	1 000 000 dollars canadiens (environ 650 000 dollars EU)
Danemark	300 000 dollars EU
Finlande	1 million de Markkaa finlandais (environ 150 000 dollars EU)
France	Montant à annoncer
Irlande	300 000 dollars EU
Italie*	900 000 euros (environ 850 000 dollars)
Japon*	500 000 dollars EU
Pays-Bas	300 000 dollars EU
Norvège	500 000 dollars EU
Suède	3 millions de couronnes suédoises (environ 300 000 dollars EU)
Suisse	500 000 dollars EU
Royaume-Uni**	500 000 dollars EU 1 million de livres (environ 1 439 000 dollars)
États-Unis	200 000 dollars EU
Commission européenne	200 000 euros (environ 180 000 dollars EU)
PNUD	300 000 dollars EU (100 000 dollars EU par an)
Banque mondiale	1 500 000 dollars EU (500 000 dollars EU par an)
TOTAL	9 184 000 dollars EU

* Contribution affectée au guichet II pour le renforcement des capacités.

** Montants annoncés en 2001.

TABLEAU 2 – VERSEMENTS

Donateurs	Versements effectués	Versements escomptés	
		2002	2003
Belgique		327 320,00 dollars	387 680,00 dollars
Canada	660 264,17 dollars		
Danemark	286 168,00 dollars		
Finlande	154 497,41 dollars		
France			
Irlande	299 950,00 dollars		
Italie		850 000,00 dollars*	
Japon		500 000,00 dollars*	
Pays-Bas	300 000,00 dollars		
Norvège	511 945,00 dollars		
Suède	323 558,00 dollars		
Suisse	200 000,00 dollars	300 000,00 dollars*	
Royaume-Uni	500 000,00 dollars	1 439 000,00 dollars*	
Etats-Unis		200 000,00 dollars*	
Commission européenne		180 000,00 dollars*	
PNUD		200 000,00 dollars*	100 000,00 dollars
Banque mondiale		500 000,00	
		5 000 000,00 dollars	500 000,00 dollars
TOTAL	3 236 382,58 dollars	4 996 320, 00 dollars	987 680,00 dollars

* Montant annoncé mais pas encore versé au compte du Fonds d'affectation spéciale.

TABLEAU 3 –SITUATION DE TRÉSORERIE ESCOMPTÉE

	2001	2002
Solde initial	0	2 336 382,58
Versements Versements effectués Pays pilotes	3 236 382,58 dollars	827 320,00 dollars***
Cambodge	300 000,00 dollars	
Madagascar	300 000,00 dollars	
Mauritanie	300 000,00 dollars	
Total partiel Pays bénéficiant de l'ancien Cadre intégré*	(900 000,00 dollars)	
Bangladesh		300 000,00 dollars
Gambie		300 000,00 dollars
Haïti		300 000,00 dollars
Tanzanie		300 000,00 dollars
Ouganda		300 000,00 dollars
Total partiel Projet approuvé au titre du guichet II Cambodge (en cours d'examen) Prochain cycle** (groupe initial)		(1 500 000,00 dollars) (500 000,00 dollars)#
Malawi		300 000,00 dollars
Lesotho		300 000,00 dollars
Sénégal		300 000,00 dollars
Mali****		300 000,00 dollars
Total partiel		(1 500 000,00 dollars)
Dépenses totales	(900 000,00 dollars)	(3 500 000,00 dollars)
Solde final (compte tenu du projet approuvé au titre du guichet II)		-336 297,42 dollars
Solde final (moins le projet approuvé au titre du guichet II)	2 336 382,58 dollars	163 702,58 dollars

* Les descriptifs de projet pour les cinq pays bénéficiant de l'ancien Cadre intégré ont été signés la première semaine de janvier 2002. Le total s'élève à 1,5 million de dollars.

** Selon les descriptifs envoyés à la Banque mondiale pour signature, le budget des projets, pour six pays, s'élève à 1 500 000 dollars. Comme des fonds additionnels seront versés, des révisions seront faites. L'objectif pour 2002 est de porter le nombre de bénéficiaires à onze pays (il n'est pas tenu compte des pays restant dans le tableau sur la situation de trésorerie).

*** Versements effectués par la Banque mondiale (500 000 dollars) et la Belgique (327 320 dollars).

**** Projet encore examiné par le Comité directeur et le Groupe de travail interorganisations.

Projet devant être examiné pour approbation début mars 2002.